

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving Public Works & Government Services
Canada/Réception des soumissions Travaux publics et
Services gouvernementaux Canada
1713 Bedford Row
Halifax, N.S./Halifax, (N.E.)
B3J 1T3
Halifax
Bid Fax: (902) 496-5016

**Revision to a Request for Supply
Arrangement - Révision à une demande
pour un arrangement en matière
d'approvisionnement**

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of
the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf
indication contraire, les modalités de l'invitation
demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Real Property Contracting
1713 Bedford Row
P.O. Box 2247/C.P. 2247
Halifax, N.S./Halifax, (N.E.)
B3J 3C9
Halifax

Title - Sujet SA - ELECTRICAL SERVICES	
Solicitation No. - N° de l'invitation W010C-11C040/A	Date 2012-04-11
Client Reference No. - N° de référence du client W010C-11-C040	Amendment No. - N° modif. 001
File No. - N° de dossier PWA-1-64175 (121)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$PWA-121-4874	
Date of Original Request for Supply Arrangement 2012-04-10 Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-05-22	
Time Zone Fuseau horaire Atlantic Standard Time AST	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Russell, Alex	Buyer Id - Id de l'acheteur pwa121
Telephone No. - N° de téléphone (902) 496-5168 ()	FAX No. - N° de FAX (902) 496-5016
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the solicitation. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de l'invitation.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

Solicitation No. - N° de l'invitation

W010C-11C040/A

Amd. No. - N° de la modif.

001

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwa121

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W010C-11-C040

File No. - N° du dossier

PWA-1-64175

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

***Note: This amendment is available in English only. The annex included is in French.**

Amendment 001 is correct a system error which omitted Annex A.

See attached.

All other terms and conditions remain the same.

Ministère de la Défense nationale



Devis

Arrangement en matière d'approvisionnement

Réparations électriques générales

BFC Halifax(N-É)

<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>Pages</u>
<u>Division 01 - Exigences générales</u>		
01 11 00	INSTRUCTIONS GÉNÉRALES	18
01 35 30	EXIGENCES RELATIVES A LA SANTÉ ET A LA SÉCURITÉ	7
01 35 35	CONSIGNES DE SÉCURITÉ-INCENDIE - MDN	5
01 35 36	REGLEMENTS RELATIFS A LA SÉCURITÉ, A LA SÛRETÉ ET AUX INCENDIES DU DMFC BEDFORD	6
01 35 37	ACCES AU COMPLEXE DE RDDC ATLANTIQUE	1
01 35 43	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	3
<u>Division 26 - Électricité</u>		
26 05 00	ÉLECTRICITÉ - EXIGENCES GÉNÉRALES	3

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX .1 Les travaux prévus dans le présent arrangement en matière d'approvisionnement comprennent, sans toutefois s'y limiter, la fourniture de la main-d'oeuvre, des matériaux, des outils, du matériel et des services de supervision nécessaires pour effectuer les entretiens secondaires, la construction mineure et la réparation de systèmes électriques, y compris l'amélioration et les nouvelles installations effectuées lors de projets et la fourniture des services énoncés dans le présent devis.
- 1.2 INGÉNIEUR .1 Toute référence à l'ingénieur dans le présent devis doit s'entendre de l'inspecteur des contrats en tant que représentant de l'Officier de génie construction(Formation)(OGCF).
- .2 L'adresse de l'ingénieur est la suivante:
- Génie construction de la Formation
Forces maritimes de l'Atlantique
C.P. 99000, Succ. Forces Willow Park bâtiment 7
Halifax, Nouvelle-Écosse B3K 5X5
A l'attention de l'inspecteur des contrats:
No de téléphone: (902)720-1025
Fax: (902)720-1591
- .3 L'ingénieur fournira à l'entrepreneur une liste de ses représentants autorisés à l'occasion de la réunion préalable aux travaux.
- 1.3 RESPONSABILITÉ ET COMMUNICATION .1 La présente entente est pour des travaux entre l'entrepreneur en électricité et l'ingénieur. Il est essentiel que tout le personnel lié à la présente entente comprenne que toutes les communications officielles à propos de l'entente doivent être entre l'entrepreneur et l'ingénieur et son ou ses représentants pour les emplacements appropriés.
- .2 Il est important que le personnel comprenne que seul l'ingénieur peut donner des instructions à l'entrepreneur. Toutes instructions, portant sur des déviations ou des changements aux exigences des plans et/ou des devis, seront données par écrit. Si l'entrepreneur se lance dans des travaux qui vont à l'encontre des exigences du présent arrangement en matière d'approvisionnement sans autorisation écrite, il le fait à ses propres risques, y compris lorsque des ententes ou des arrangements implicites ou présumés ont été conclus.

1.4 EMPLACEMENT DES 1
LIEUX DE TRAVAIL

Les lieux de travail pour l'arrangement en matière d'approvisionnement sont la base des forces canadiennes Halifax(Nouvelle-Écosse), y compris, sans toutefois s'y limiter, les emplacements suivants:

- .1 Stadacona - Halifax, Nouvelle-Écosse;
- .2 Windsor Park - Halifax, Nouvelle-Écosse;
- .3 Willow Park - Halifax, Nouvelle-Écosse;
- .4 Royal Artillery(RA) Park - Halifax, Nouvelle-Écosse;
- .5 manège militaire d'Halifax - Halifax, Nouvelle-Écosse;
- .6 la Division du contrôle des avaries - Herring Cove, Nouvelle-Écosse;
- .7 Ferguson's Cove - Ferguson's Cove Rd, Nouvelle-Écosse;
- .8 l'Arsenal maritime - Halifax, Nouvelle-Écosse;
- .9 l'annexe de l'Arsenal maritime(NAD) - Dartmouth, Nouvelle-Écosse;
- .10 Shannon Park - Dartmouth Nouvelle-Écosse;
- .11 le Dépôt de munitions des Forces canadiennes Bedford (DMFC Bedford) - Bedford, Nouvelle-Écosse;
- .12 station de démagnétisation de Wright's Cove - Dartmouth, Nouvelle-Écosse;
- .13 champ de tir de Bedford - Bedford, Nouvelle-Écosse;
- .14 RDCC Atlantique - Dartmouth, Nouvelle-Écosse;
- .15 la 12e Escadre Shearwater - Eastern Passage, Nouvelle-Écosse;
- .16 club de golf Hartlen Point - Eastern Passage, Nouvelle-Écosse;
- .17 Osbourne Head - Cow Bay, Nouvelle-Écosse;
- .18 SFC Newport Corner - Newport Corner, Nouvelle-Écosse;
- .19 Debert et région périphérique - Debert, Nouvelle-Écosse;
- .20 SFC Mill Cove - Mill Cove, Nouvelle-Écosse;
- .21 manège militaire de Windsor - Windsor, Nouvelle-Écosse.

1.5 AUTORISATION
D'ACCES AUX LIEUX
DE TRAVAIL

- .1 L'accès aux emplacements est sous la direction du ministère de la Défense nationale. Tous les visiteurs qui pénètrent dans des endroits où un laissez-passer quotidien est délivré seront informés de l'exigence de se soumettre à un examen préalable à sa délivrance.
- .2 Pendant qu'ils sont à l'intérieur des limites de la BFC Halifax, tous les employés et les représentants de l'entrepreneur doivent obéir aux ordres permanents promulgués par les autorités de la BFC Halifax. L'ingénieur fournira des copies des ordres permanents pertinents.

1.6 RÉUNION
PRÉALABLE AUX
TRAVAUX

- .1 Les travaux visés par le présent arrangement en matière d'approvisionnement ne doivent pas commencer avant que l'entrepreneur retenu ait assisté à une réunion préalable aux travaux.
- .2 L'entrepreneur doit se conformer aux instructions permanentes d'opération(IPO) de la base applicables mentionnées pendant la séance d'information.

1.7 DÉFINITIONS

- .1 Les définitions suivantes s'appliquent aux travaux qui seront dirigés par l'ingénieur.
 - .1 **Ajouter:** Installer un nouvel élément.
 - .2 **Ajuster:** Adapter la position d'un élément.
 - .3 **Équilibrer la charge:** Équilibrer les circuits triphasés et monophasés qui entrent(ou quittent) les tableaux de distribution principaux, les transformateurs et les tableaux de distribution en calculant les nouvelles charges et les charges existantes.
 - .4 **Entretien en cas de bris:** Effectuer les réparations sur le matériel endommagé en cas de panne.
 - .5 **Nettoyer:** Selon le cas, racler, broser, rincer ou aspirer la poussière, la saleté ou les corps étrangers.
 - .6 **Vérifier ou inspecter:** Rechercher minutieusement la présence de saleté ou de corps étrangers, le manque de lubrifiant, l'existence de traces d'usure ou d'écaillage, l'apparition de dommages, de fuites, de fissures, de déformations ainsi que les signes de surcharge et s'assurer que le réglage, l'étanchéité, la tension et l'alignement sont optimaux. Évaluer si les appareils, les éléments et les pièces peuvent être utilisés avec efficacité.

1.7 DÉFINITIONS
(Suite)

.1 (Suite)

- .7 **Source d'énergie:** Toutes les sources d'énergie électrique, mécanique, hydraulique, pneumatique, chimique, thermique ou autre qui présentent un risque pour les employés.
- .8 **Travail à chaud:** Le travail à chaud comprend la soudure, la découpe de matériaux ou de matériels au moyen d'un chalumeau ou d'autres dispositifs comportant une flamme nue et le meulage de matériaux à l'aide d'un équipement qui produit des étincelles.
- .9 **Donner des consignes:** Informer l'ingénieur de toute nouvelle procédure opérationnelle. Lui en faire une démonstration et lui expliquer le but, les avantages et la méthode de mise en œuvre des nouvelles procédures.
- .10 **Isoler:** Empêcher physiquement la transmission ou le rejet d'une source d'énergie vers des pièces de machinerie ou du matériel.
- .11 **Lubrifier:** Appliquer de l'huile ou de la graisse sur les joints de pièces mobiles et sur des joints reliant des pièces fixes et des pièces mobiles.
- .12 **Mesurer:** Déterminer la capacité ou la quantité, en unités normalisées, à l'aide d'un instrument approprié. Mesurer la chute de pression dans un condenseur et dans un évaporateur, avec un manomètre différentiel ou un manomètre à tube en U. Mesurer la surcharge d'un moteur avec un instrument approuvé par le fabricant.
- .13 **Peinturer:** Nettoyer, préparer et peindre les surfaces selon les recommandations du fabricant de peinture, avec une peinture et un apprêt recommandés par le fabricant pour le type de surface visée par les travaux et pour son utilisation.
- .14 **Entretien prédictif:** Effectuer les réparations nécessaires qui ont été prévues, en se basant sur l'observation, l'expérience et/ou des raisons scientifiques.
- .15 **Entretien préventif:** Inspecter, tester et remettre à neuf un système en vue de prévenir les défaillances, à intervalle régulier, conformément aux instructions.
- .16 **Éprouver:** Faire fonctionner un appareil, puis déterminer s'il fonctionne correctement.
- .17 **Enlever:** Retirer un élément.
- .18 **Regarnir:** Remplir de nouveau avec de la garniture.

1.7 DÉFINITIONS
(Suite)

- .1 (Suite)
- .19 **Réparer:** Remettre en bon état.
- .20 **Remplacer:** Remettre en état en enlevant les vieux composants et en les remplaçant par des nouveaux.
- .21 **Signaler:** Informer l'ingénieur sur place et consigner, dans le rapport des travaux, les résultats de l'inspection et des épreuves, les problèmes rencontrés, les travaux d'entretien requis, les travaux d'entretien réalisés et les relevés.
- .22 **Arrêter:** Mettre hors service.
- .23 **Démarrer:** Remettre en service.
- .24 **Serrer:** Fixer solidement en place.
- .25 **Traiter:** Agir sur une surface avec un agent.

1.8 COMPÉTENCES
DE L'ENTREPRENEUR

- .1 L'entrepreneur doit convaincre l'ingénieur qu'il possède le personnel adéquat et qualifié nécessaire à l'exécution des services prévus qui comprennent, notamment, le traitement de tous les appels de service dans un délai acceptable, à la fois pendant les heures normales de travail et les heures de fermeture.
- .2 Il doit posséder un minimum de trois(3) ans d'expérience connexes comme entrepreneur général en électricité. Énumérer trois(3) projets/contrats importants que vous avez réalisés dans les trois(3) dernières années qui démontrent une expérience à des projets similaire comme ceux retrouver dans cet énoncé des travaux.
- .3 Références: Inclure trois(3) lettres de référence des trois(3) projets importants susmentionnés(une(1) pour chaque projet). Chaque référence doit être vérifiable et comprendre les renseignements suivants:
- .1 le nom de l'entreprise cliente;
- .2 le nom, le titre, le numéro de téléphone et le numéro de télécopieur de la personne-ressource.
- .4 Divers projets conformément au présent arrangement en matière d'approvisionnement comprendront des travaux dans des endroits où il y a des restrictions relatives à la hauteur. L'entrepreneur et ses employés doivent donc être formés et certifiés à l'utilisation du matériel de protection contre les chutes. Des preuves à cet effet doivent être fournies à l'ingénieur lorsqu'il l'exige.

1.8 COMPÉTENCES
DE L'ENTREPRENEUR
(Suite)

- .5 A tout moment où l'entrepreneur a recours à des sous-traitants, ces derniers doivent également être formés et certifiés et doivent être en mesure de fournir des preuves à cet effet à l'ingénieur ou à son représentant lorsqu'ils sont au chantier.

1.9 RESPONSABILITÉS
DE L'ENTREPRENEUR

- .1 Informer l'ingénieur du numéro de téléphone à composer pour joindre en tout temps l'entrepreneur ou son représentant.
- .2 Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur doit communiquer avec l'ingénieur afin de connaître l'emplacement précis des travaux. Les représentants autorisés de l'ingénieur pour chaque emplacement seront nommés à la réunion préalable aux travaux.
- .3 L'entrepreneur doit communiquer avec l'ingénieur le jour ouvrable suivant une urgence ou un appel de service d'urgence «après les heures de travail normales» afin d'obtenir un numéro de demande.
- .4 Lors de l'adjudication de l'arrangement en matière d'approvisionnement, l'entrepreneur doit fournir le nom de chaque personne affectée aux travaux prévus au présent arrangement, ainsi qu'une preuve de compétence.

1.10 PERSONNEL DE
L'ENTREPRENEUR

- .1 Au besoin, l'entrepreneur doit fournir un minimum de deux(2) électriciens en construction qualifiés disponibles pour chaque appel de service. Le cas échéant, chaque compagnon électricien peut avoir un apprenti en deuxième année de son programme d'apprentissage inscrit auprès du Ministère du Travail de la Nouvelle-Écosse. L'apprenti doit être supervisé directement par le compagnon électricien.
- .2 L'entrepreneur doit remettre à l'ingénieur une liste de tout son personnel qui sera mené à travailler sur la propriété du Ministère de la Défense nationale, ainsi qu'une copie de leurs permis, le cas échéant, et il mettra immédiatement à jour la liste lors d'un changement de personnel.

1.11 APPELS DE
SERVICE ET
D'URGENCE

- .1 L'entrepreneur doit fournir au MDN un numéro de téléphone, de télécopieur et de téléavertisseur, de façon à pouvoir répondre sept(7) jours sur sept et 24 heures sur 24 aux demandes d'intervention formulées par l'ingénieur ou son représentant. Si l'appel de service est effectué après les heures normales par un représentant de l'ingénieur, l'entrepreneur doit contacter l'ingénieur dès la fin des travaux pour lui signaler les actions prises pour corriger le problème. Les priorités de travail et les délais de réponse suivants s'appliqueront:

1.11 APPELS DE
SERVICE ET
D'URGENCE
(Suite)

- .1 (Suite)
- .1 URGENT: La priorité de travail «urgent» s'applique en cas de défaillance ou de panne commandant une attention immédiate pour atténuer le potentiel de risque pour les occupants, le grand public, l'environnement ou l'installation. L'entretien et la construction mineure qui sont définis comme «urgents» doivent faire l'objet d'une action immédiate et doivent être signalés sans délai au gestionnaire désigné.
- .1 Temps de réponse normaux:
- .1 Zone urbaine/rurale: Dès que possible/au plus 1 heure.
- .2 COURANT: Une priorité de travail «courant» s'applique à des travaux d'entretien et de construction mineure essentiels qui doivent être effectués dès que possible. Il s'agit de défaillances ou de pannes qui ne nuisent pas aux opérations courantes ou n'exposent les occupants, le grand public, l'environnement ou l'installation à aucun risque.
- .1 Temps de réponse normaux:
- .1 Zone urbaine/rurale: 24 heures.
- .2 Si l'ingénieur demande un service d'urgence, l'entrepreneur doit se rendre sur le site pour réparer le système ou le matériel ou le protéger contre des dommages supplémentaires. Une fois que le système a été protégé, l'entrepreneur doit fournir, dans un délai de un(1) jour ouvrable, une estimation détaillée des travaux requis pour effectuer les réparations et rétablir le bon état de fonctionnement du matériel.
- .3 Les appels de services et/ou de réparation doivent être fournis sur demande seulement.

1.12 AUTORISATION
DE SÉCURITÉ

- .1 L'entrepreneur et ses employés doivent être admissibles à l'autorisation de niveau de sécurité renforcé, telle qu'elle est définie par l'agent de sécurité du ministère de la Défense nationale.
- .2 L'entrepreneur doit obtenir une cote de sécurité pour tous ses employés, conformément au Manuel de la sécurité industrielle de TPSGC.
- .3 L'entrepreneur doit fournir à l'ingénieur son nom, ainsi que le nom de tous ses employés, y compris ceux des employés engagés au cours de l'arrangement en matière d'approvisionnement, qui travailleront dans le cadre du présent

1.12 AUTORISATION
DE SÉCURITÉ
(Suite)

- .3 (Suite)
arrangement, dès la réception de l'avis d'adjudication de l'arrangement.
- .4 L'entrepreneur et ses employés devront fournir des renseignements personnels, comme leur adresse et leur date de naissance, et devront remplir des formulaires gouvernementaux en vue d'obtenir la cote de sécurité requise.
- .5 Seuls les employés détenant la cote de sécurité requise seront autorisés à entrer sur le site.
- .6 L'entrepreneur doit fournir à ses employés une carte d'identité avec photo qui doit être portée par ceux-ci en tout temps lorsqu'ils sont sur le site.

1.13 CALENDRIER
DES TRAVAUX

- .1 Pour chaque appel de service normal, l'entrepreneur doit avoir du personnel sur place pour assurer les services requis tous les jours jusqu'à ce que les travaux soient terminés.
- .2 Si des problèmes en approvisionnement pouvant provoquer un retard dans les travaux se présentent, l'entrepreneur doit en informer l'ingénieur.
- .3 Les heures normales de travail seront de 8h à 16h, du lundi au vendredi, inclusivement, sauf les journées fériées.

1.14
SOUS-TRAITANTS

- .1 Seuls les sous-traitants que l'ingénieur a approuvés à l'avance et par écrit pourront effectuer des travaux dans le cadre du présent arrangement en matière d'approvisionnement.
- .2 L'entrepreneur doit s'assurer que son personnel ainsi que les sous-traitants et leur personnel comprennent et respectent en tout temps les règlements lorsqu'ils se trouvent dans les limites de la BFC Halifax(N.-É.).
- .3 Les travaux effectués par les sous-traitants approuvés seront facturés conformément au tableau des prix unitaires.

1.15 COMMUNICATION
DES EXIGENCES

- .1 L'ingénieur ou son représentant autorisé émettra un formulaire TPSGC 942 - Commande subséquente à une offre à commandes, pour informer l'entrepreneur des commandes subséquentes au présent arrangement en matière d'approvisionnement.
- .2 Avant d'entreprendre les travaux, un coût estimatif doit être soumis par écrit à l'ingénieur, y compris le coût total de tous les travaux qui seront exécutés, comme demandé, conformément au

1.15 COMMUNICATION .2
DES EXIGENCES
(Suite)

(Suite)
tableau des prix de l'arrangement en matière
d'approvisionnement.

- .3 A la demande de l'ingénieur, une ventilation adéquate du prix indiquant la manière dont les coûts ont été engagés doit être fournie.

1.16 CODES ET .1
NORMES

Les codes et normes ci-dessous en vigueur lors de l'adjudication sont sujets à changement/révision. La version la plus récente des codes et normes doit être respectée pour toute la durée de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

- .1 Code national du bâtiment du Canada(CNBC);
- .2 partie II du Code canadien du travail;
- .3 Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail;
- .4 Code national de prévention des incendies du Canada;
- .5 Code de l'électricité - Canada, Partie 1, CSA 22.1;
- .6 Loi canadienne sur la protection de l'environnement;
- .7 tout autre code provincial ou local qui s'applique;
- .8 Les matériaux et la main-d'oeuvre doivent respecter ou surpasser les exigences des normes applicables;
 - .1 Office des normes générales du Canada(ONGC);
 - .2 Association canadienne de normalisation(CSA);
 - .3 American Society for Testing Materials(ASTM); and
 - .4 autres organismes de référence.

- .2 L'entrepreneur peut obtenir de l'ingénieur les adresses où obtenir les codes, sur demande.
- .3 En cas de divergence entre les exigences des normes et codes susmentionnés, les exigences les plus rigoureuses s'appliquent.
- .4 Ces normes doivent être considérées comme faisant partie intégrante du devis et doivent être lues de concert avec le devis et les dessins. L'entrepreneur doit connaître celles qui s'appliquent aux travaux et aux matériaux précisés et en connaître le contenu et les exigences.

1.17 QUALITÉ DE
L'EXÉCUTION

- .1 On entend par qualité de l'exécution la meilleure qualité de travail effectué par des travailleurs expérimentés et qualifiés pour accomplir les tâches pour lesquelles ils sont embauchés.
- .2 L'entrepreneur doit éviter d'embaucher des personnes inaptes ou non qualifiées pour accomplir les tâches exigées. L'ingénieur se réserve le droit d'exiger le renvoi des lieux des travailleurs jugés incompetents ou négligents, ayant fait preuve d'insubordination ou posé un acte répréhensible.
- .3 En cas de désaccord quant à la qualité ou à la justesse de l'exécution, les décisions sont prises par l'ingénieur uniquement et elles sont sans appel.
- .4 L'entrepreneur embauchera un superviseur compétent et expérimenté, investi de l'autorité nécessaire pour parler en son nom des questions courantes.
- .5 Tous les panneaux et toutes les commandes du matériel doivent être remis en place et ajustés correctement à l'aide de toutes les vis et de tous les boulons compris dans la conception du matériel. Toute la main-d'œuvre est sujette à une inspection et une approbation.
- .6 Tous les travaux jugés insatisfaisants par l'ingénieur doivent être remplacés sans frais supplémentaire.
- .7 Soumettre à l'ingénieur, aux fins d'approbation, un calendrier relatif à l'arrêt ou à la fermeture d'installations ou de services en activité. Respecter le calendrier approuvé et informer les parties touchées par ces inconvénients.

1.18 INSPECTION

- .1 Tous les travaux et les matériaux visés par le présent devis sont sujets à une inspection de l'ingénieur en tout temps.

1.19 TRAVAUX
EFFECTUÉS PAR
D'AUTRES

- .1 Le présent arrangement en matière d'approvisionnement n'oblige en rien le MDN à faire affaire exclusivement avec l'entrepreneur pour faire effectuer les travaux requis. L'ingénieur se réserve le droit de faire effectuer les travaux par une personne autre que l'entrepreneur.

1.20 PROTECTION
DES INSTALLATIONS
EXISTANTES

- .1 L'entrepreneur prendra toutes les précautions nécessaires pour éviter d'endommager les installations existantes. Tout dommage à ces installations occasionné par les activités de l'entrepreneur sera réparé par ce dernier, à ses frais, dans les meilleurs délais.
- .2 Des parements et du matériel de protection spéciaux doivent être fournis afin de protéger les plantes, les murs, les saillies et

1.20 PROTECTION
DES INSTALLATIONS
EXISTANTES
(Suite)

- .2 (Suite)
les ouvrages adjacents à des endroits où des matériaux sont retirés, installés ou hissés.
- .3 L'entrepreneur doit protéger contre les dommages l'ensemble de l'ameublement, de l'équipement et de l'immeuble appartenant à l'occupant pendant l'exécution du contrat.
- .4 Lorsque l'ingénieur estime cela nécessaire, fournir et ériger des panneaux d'avertissement et des barrières.

1.21 SERVICES
EXISTANTS

- .1 Protéger et maintenir les services existants.
- .2 Se raccorder aux services existants en nuisant le moins possible aux occupants et au fonctionnement du bâtiment.
- .3 Utiliser les services existants sans frais.
- .4 Utiliser les installations sanitaires désignées.
- .5 Les arrêts ou fermetures d'installations et de services existants à des fins d'entretien ou de réparation doivent d'abord être autorisés par l'ingénieur ou son représentant.
- .6 S'assurer que les services ne seront pas surchargés par l'ajout d'une nouvelle charge avant de procéder au raccordement. La responsabilité et le coût du branchement et du débranchement incombent à l'entrepreneur.
- .7 L'entrepreneur doit signaler immédiatement à l'ingénieur toute infraction à un code et toute défectuosité qui pourraient représenter un risque pour les employés ou pour les occupants du bâtiment.
- .8 Après le branchement ou le débranchement d'un appareil à un système électrique existant, s'assurer que la charge est équilibrée.

1.22 COUPE,
ASSEMBLAGE ET
RETOUCHE

- .1 Effectuer la coupe(y compris l'excavation), l'assemblage et le raccordement nécessaires pour que les ouvrages soient bien assemblés.
- .2 Lorsque des ouvrages nouveaux sont raccordés à des ouvrages existants et lorsque des ouvrages existants font l'objet de transformation ou de coupe, retoucher les ouvrages nouveaux de sorte qu'ils soient assortis aux ouvrages existants. Sur les conduites de branchement abandonnées, apposer un bouchon ou sceller d'une autre manière appropriée les conduites aux points de raccordement ou selon les directives de l'ingénieur.

- | | | |
|--|----|---|
| <u>1.22 COUPE,
ASSEMBLAGE ET
RETOUCHE
(Suite)</u> | .3 | Obtenir l'approbation de l'ingénieur avant de couper ou de percer des éléments porteurs ou de poser des manchons sur ceux-ci. |
| | .4 | Effectuer les coupes à l'aide de lames laissant un rebord net et uniforme. Effectuer les retouches de sorte qu'elles soient le moins en évidence possible à l'assemblage final. |
| | .5 | Assembler hermétiquement les ouvrages aux tuyauteries, manchons, conduits d'air et canalisations. |
| | | |
| <u>1.23 TRAVAUX DE
TRANSFORMATION ET
DE RÉPARATION OU
AJOUTS A UN
ÉDIFICE EXISTANT</u> | .1 | L'exécution des travaux doit nuire le moins possible aux occupants, au public et à l'utilisation normale des lieux ou entraîner le moins de difficultés possible pour ceux-ci. L'entrepreneur prendra les dispositions nécessaires avec l'ingénieur pour faciliter l'exécution des travaux. |
| | .2 | Dans les cas où la sécurité a été réduite en raison des travaux visés par la présente offre à commandes, fournir des moyens temporaires d'assurer la sécurité. |
| | .3 | Si des ascenseurs, des petits monte-charges non accompagnés, des transporteurs ou des escaliers mécaniques se trouvent dans le bâtiment, les seuls pouvant être utilisés pour déplacer les travailleurs et les matériaux à l'intérieur du bâtiment sont ceux attribués à l'utilisation de l'entrepreneur. Protéger les murs des ascenseurs et obtenir l'approbation de l'ingénieur avant de les utiliser. Prendre la responsabilité des dommages, de la sécurité de l'équipement et de la surcharge de l'équipement existant. |
| | .4 | Installer des pare-poussière, des barrières et des panneaux d'avertissement temporaires aux endroits où les travaux de transformation sont effectués près de lieux utilisés par le public ou des fonctionnaires. |
| | | |
| <u>1.24 SÉCURITÉ
DU SITE</u> | .1 | Il incombe à l'entrepreneur d'assurer la sécurité du site, à l'aide d'une palissade, de barrières et de clôtures temporaires afin d'éviter les entrées non autorisées, le vol et le vandalisme. |
| | .2 | Tous les travaux susceptibles de nuire au travail des occupants de l'immeuble doivent être effectués en dehors des heures normales d'exploitation du bâtiment. L'ingénieur déterminera les mesures de sécurité du bâtiment nécessaires pour tous les travaux devant être effectués en dehors des heures normales d'exploitation du bâtiment. |
-

1.25 ALIMENTATION
EN ÉLECTRICITÉ
ET EN EAU

- .1 Le MDN pourra fournir, sans frais, une alimentation provisoire en électricité et en eau aux fins des travaux de construction.
- .2 L'ingénieur déterminera les points de livraison et les limites quantitatives. Tout raccord nécessite l'autorisation écrite préalable de l'ingénieur. Les raccords à une alimentation électrique existante doivent être effectués conformément au Code canadien de l'électricité.
- .3 Fournir, sans frais supplémentaires pour le MDN, l'équipement et les conduites temporaires permettant de raccorder ces services à l'emplacement de l'exécution des travaux.
- .4 La fourniture des services temporaires par le MDN est assujettie aux exigences du Ministère. Elle peut être supprimée par le représentant du site du MDN en tout temps, sans préavis et sans reconnaissance de responsabilité pour les dommages ou les délais causés par cette suppression des services temporaires.
- .5 Lorsque les conduites de branchement temporaires ne sont plus requises, l'entrepreneur doit enlever toutes les conduites et tout l'équipement, rétablir les points de raccordement dans leur état initial et restaurer la terre à sa forme d'origine.

1.26 CHAUFFAGE ET
VENTILATION

- .1 Fournir, au besoin, des services temporaires de chauffage et de ventilation afin de:
 - .1 faire avancer les travaux;
 - .2 protéger les ouvrages et les produits contre l'humidité et le froid;
 - .3 prévenir la condensation de l'humidité sur les surfaces;
 - .4 assurer la température ambiante et le taux hygrométrique nécessaires à l'entreposage, à l'installation et au séchage des matériaux;
 - .5 assurer une ventilation adéquate qui soit conforme aux dispositions du règlement sur la santé relatives à la prestation d'un environnement de travail sécuritaire.
- .2 Assurer une supervision serrée du fonctionnement du matériel de chauffage et de ventilation temporaire afin de:
 - .1 se conformer aux codes et aux normes qui s'appliquent;
 - .2 faire respecter les pratiques sécuritaires;
 - .3 empêcher l'usage abusif des services;
 - .4 prévenir les dommages aux aires finies;

-
- | | | |
|--|----|---|
| <u>1.26 CHAUFFAGE ET VENTILATION (Suite)</u> | .2 | (Suite)
.5 évacuer les gaz de combustion des appareils à combustion directe à l'extérieur. |
|
 | | |
| <u>1.27 VISITE DU CHANTIER</u> | .1 | La documentation(devis, dessins, etc.) destinée à familiariser l'entrepreneur avec l'état des lieux n'a pas pour effet de le libérer de son obligation d'exécuter l'ensemble des travaux, conformément aux documents de l'arrangement en matière d'approvisionnement. |
|
 | | |
| <u>1.28 DOCUMENTS REQUIS</u> | .1 | Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants:

.1 Dessins des documents contractuels

.2 devis; et

.3 Formulaire PWGSC-TPSGC 942. |
|
 | | |
| <u>1.29 DESSINS ET GUIDES D'ENTRETIEN</u> | .1 | L'ingénieur doit pouvoir consulter les guides d'entretien et les dessins relatifs aux nouveaux travaux, au besoin. Il est possible de consulter les guides d'entretien et dessins pour les travaux existants en les demandant à l'ingénieur. |
| | .2 | L'entrepreneur ou l'ingénieur doit consigner, dater et apposer ses initiales sur les dessins d'après exécution pour tout ajout, déplacement ou retrait de matériel électrique, le cas échéant. |
| | .3 | Tout écart par rapport aux dessins d'origine doit être indiqué sur les dessins d'après-exécution. |
| | .4 | L'entrepreneur doit s'assurer que tous les nouveaux travaux d'électricité sont consignés dans le «Registre des travaux d'électricité». |
|
 | | |
| <u>1.30 MODE DE FACTURATION</u> | .1 | L'entrepreneur doit soumettre des factures distinctes pour chacune des zones visées par le présent devis. |
| | .2 | Les factures portant sur les travaux exécutés visés par le présent devis seront préparées en un(1) exemplaire et transmises à l'adresse suivante: |
-

1.30 MODE DE
FACTURATION
(Suite)

.2 (Suite)

Section des comptes créditeurs
Génie construction de la Formation
Forces maritimes de l'Atlantique
Willow Park, édifice 7
C.P. 99000, Succ. Forces
Halifax, Nouvelle-Écosse B3K 5X5

.3 Toutes les factures seront envoyées dans les trente(30) jours
suivant l'achèvement des travaux.

.4 Les renseignements suivants seront indiqués clairement sur
chaque facture:

- .1 le numéro de contrat;
- .2 le numéro de l'ordre des travaux et(ou) le numéro de
série;
- .3 le numéro de la demande, de l'ordre ou de l'offre;
- .4 le numéro de l'édifice ou son emplacement;
- .5 les dates auxquelles les travaux ont été exécutés.
- .6 La facture comprendra également une description
détaillée des travaux exécutés ainsi qu'une liste détaillée
des produits(une copie de la facture du fournisseur de
matériaux envoyée à l'entrepreneur sera aussi comprise
ainsi que tous les autres coûts facturés), de la
main-d'oeuvre, des coûts indirects, du profit et des taxes
qui s'appliquent, indiqués séparément.
- .7 Les coûts de la main-d'oeuvre doivent être ventilés par
corps de métier et par corps d'état du second oeuvre. Les
feuilles de temps seront également fournies, sur
demande.

.5 Les factures qui ne contiennent pas les informations
mentionnées dans la présente section ne seront pas traitées.

1.31 LICENCES,
PERMIS ET FRAIS

- .1 Fournir toute l'information exigée aux autorités compétentes.
- .2 Payer tous les frais et obtenir tous les certificats et permis
requis.
- .3 Présenter les certificats et permis requis.

1.31 LICENCES,
PERMIS ET FRAIS
(Suite)

- .4 Lors de l'installation de nouveaux tableaux, il est nécessaire de faire inspecter les travaux par Nova Scotia Power.
- .5 Payer les taxes fédérales, provinciales et municipales applicables.

1.32 NETTOYAGE

- .1 Ne pas laisser de déchets ni de rebuts s'accumuler dans le secteur des travaux.
- .2 Enlever et éliminer quotidiennement les débris ainsi que les matériaux usagés ou désuets.
- .3 Enlever la graisse, la poussière, la saleté, les taches, les marques de doigts et les autres substances étrangères des surfaces finies intérieures et extérieures apparentes qui ont été touchées par les travaux de l'arrangement en matière d'approvisionnement.
- .4 Il incombe à l'entrepreneur d'enlever les débris et de les transporter à l'extérieur de la propriété du MDN conformément aux règlements municipaux.
- .5 A la fin des travaux prévus pour chaque commande subséquente, débarrasser le site de tous les matériaux de surplus, y compris les matériaux déclarés comme surplus par le MDN, les installations, les outils, le matériel et les débris, à la satisfaction de l'ingénieur.

1.33 GARANTIE

- .1 La main-d'oeuvre, les matériaux et l'équipement fournis en vertu de l'arrangement en matière d'approvisionnement doivent être garantis pendant une période d'un(1) an suivant son achèvement.
- .2 L'entrepreneur qui fournit de l'équipement acheté d'un fournisseur ou d'un fabricant doit obtenir de ce dernier une garantie qui couvre la période indiquée, pour le compte du MDN.
- .3 Si la période de garantie habituelle offerte par le fabricant dépasse la période indiquée, l'entrepreneur doit obtenir du fabricant ou du fournisseur la période de garantie habituelle.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 APPROBATION DES PRODUITS

- .1 L'entrepreneur doit s'assurer que tous les produits contrôlés utilisés pour effectuer les travaux sont classés et étiquetés conformément au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail(SIMDUT).
- .2 L'entrepreneur doit soumettre, aux fins d'approbation, les fiches signalétiques(FS) de tous les produits qui seront utilisés pour effectuer les travaux.
- .3 Il est interdit d'apporter des produits contrôlés sur le chantier sans leurs fiches signalétiques(FS) préalablement approuvées.
- .4 Les fiches signalétiques(FS) doivent être conservées sur le chantier en tout temps.

2.2 MATÉRIAUX ET MATÉRIEL

- .1 Les matériaux et le matériel doivent être neufs, certifiés par la CSA et fabriqués selon les normes citées en référence.
- .2 S'il n'existe d'autre choix que de fournir du matériel non certifié par la CSA, obtenir l'approbation spéciale d'un laboratoire d'essais indépendant reconnu par le ministère du travail provincial.
- .3 Sauf indication contraire, utiliser des produits d'un même fabricant ou du même type que les produits existants, y compris la même classification.
- .4 Demander à l'ingénieur de fournir les directives à suivre avant de remplacer une pièce.
- .5 Sauf indication contraire, se conformer aux plus récentes directives imprimées du fabricant concernant les matériaux et les techniques d'installation.
- .6 Livrer, entreposer et conserver les matériaux en préservant l'intégrité des sceaux et des étiquettes du fabricant.
- .7 Entreposer le matériel conformément aux instructions du fabricant et du fournisseur.
- .8 Il est interdit d'entreposer les matériaux sur place, à moins d'avoir reçu l'autorisation de l'ingénieur.
- .9 Le Ministère de la Défense nationale décline toute responsabilité à l'égard du matériel ou des matériaux entreposés sur le site.

2.2 MATÉRIAUX
ET MATÉRIEL
(Suite)

- .10 S'il existe un système de numérotation d'inventaire du matériel, montrer à l'Ingénieur toutes les données utiles sur le nouveau matériel au moment de son installation.
- .11 Sur demande, l'entrepreneur doit fournir les dessins, les instructions du fabricant et les caractéristiques techniques du nouveau matériel.

2.3 PIÈCES DE
RECHANGE

- .1 L'entrepreneur est tenu de réparer ou de remplacer les pièces usées ou défectueuses ou d'installer les pièces manquantes des systèmes en utilisant seulement des pièces de rechange du fabricant.
- .2 Les pièces de rechange provenant d'un autre fabricant peuvent être utilisées avec la permission écrite de l'ingénieur.
- .3 Demander à l'ingénieur de fournir les directives à suivre avant de remplacer une pièce.
- .4 Lorsqu'un système numérique d'inventaire du matériel existe, inscrire sur le registre le numéro de l'appareil pour lequel la pièce de rechange a été utilisée.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 MESURES DE SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS

- .1 L'entrepreneur observera et appliquera les mesures de sécurité et il respectera les exigences des lois et des instruments habilitants suivants:
 - .1 la partie II du Code canadien du travail et le Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail;
 - .2 la loi de la Nouvelle-Écosse intitulée Nova Scotia Occupational Health and Safety Act et le règlement d'application intitulé Occupational General Safety Regulations, tels que modifiés de temps à autre;
 - .3 les dernières modifications apportées à la partie 8 du Code national du bâtiment du Canada et le Code national de prévention des incendies du Canada.
 - .4 Commission des accidents du travail de la Nouvelle-Écosse.
 - .5 les législations municipale applicables.
 - .6 les contraintes de sécurité du ministère de la Défense nationale et de la base.
- .2 L'ingénieur fournira un exemplaire de toutes les instructions écrites particulières pertinentes qui doivent être suivies.
- .3 Dans le cas d'incohérence des exigences réglementaire de l'ensemble de lois rappelé ci-dessus, se conformer aux mesures les plus rigoureuses ou sous les directives écrites de l'ingénieur.
- .4 Se reporter à la Section 01 35 35, Exigences en matière de sécurité-incendie.
- .5 **Avant l'attribution du contrat**
 - .1 Les soumissionnaires doivent fournir un exemplaire de la politique relative à la sécurité de l'entreprise portant la signature de son propriétaire ou de son représentant autorisé.
 - .2 Les soumissionnaires doivent fournir, à la satisfaction de l'État, des documents et une preuve indiquant qu'ils ont fait l'objet d'une VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ indépendante dont le résultat a été positif, et qu'ils maintiendront ce résultat pendant toute la durée de l'arrangement en matière d'approvisionnement(entrepreneur et sous-traitant(s)).

1.1 MESURES DE
SÉCURITÉ SUR LES
CHANTIERS
(Suite)

- .6 **Avant le début des travaux**
- .1 A la demande de l'État, le soumissionnaire doit fournir des documents indiquant la formation en techniques et normes de sécurité suivie par chaque personne qui participera à l'exécution de l'arrangement en matière d'approvisionnement.
- .7 Les mesures disciplinaires suivantes seront appliquées pour toute infraction à un règlement sur la sécurité en vertu du présent arrangement en matière d'approvisionnement.
- .1 **Première infraction:** Un avertissement verbal est donné à l'entrepreneur qui commet une première infraction à un règlement sur la sécurité(L'infraction est documentée dans le dossier de l'arrangement en matière d'approvisionnement et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur, à Construction de Défense Canada(CDC) ou à TPSGC.).
- .2 **Deuxième infraction:** Un avertissement écrit est donné à l'entrepreneur qui commet une deuxième infraction à un règlement sur la sécurité(L'infraction est documentée dans le dossier de l'arrangement en matière d'approvisionnement et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur, à CDC ou à TPSGC.).
- .3 **Troisième infraction:** Une troisième infraction à un règlement sur la sécurité peut entraîner la résiliation de l'arrangement en matière d'approvisionnement. On recommandera aussi à l'autorité contractante de refuser l'accès aux marchés du Génie construction de la formation à l'entrepreneur(L'infraction est documentée dans le dossier de l'arrangement en matière d'approvisionnement et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur, à CDC ou à TPSGC.).
- .4 **Infraction grave:** Dans le cas d'une infraction à un règlement sur la sécurité jugée grave par un organisme de réglementation, un gestionnaire de projet ou un officier de sécurité, on recommandera à l'autorité contractante de résilier immédiatement le contrat ou l'arrangement en matière d'approvisionnement(L'infraction est documentée dans le dossier de l'arrangement en matière d'approvisionnement et un exemplaire de cette documentation est remis à l'entrepreneur, à CDC ou à TPSGC.).
- .5 **Dépôt d'accusations ou déclaration de culpabilité par les tribunaux:** L'entrepreneur peut se voir refuser l'accès aux marchés du Génie construction de la formation lorsque des infractions à un règlement sur la sécurité entraînent le dépôt d'accusations contre lui par un organisme de

<u>1.1 MESURES DE SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS (Suite)</u>	.7	(Suite) .5 (Suite) réglementation ou lorsqu'il est reconnu coupable par les tribunaux.
<u>1.2 PRODUITS D'AMIANTE ET ACTIVITÉ ASSOCIÉE A L'AMIANTE</u>	.1	La fourniture de nouveaux produits contenant des matériaux fibreux en amiante est interdite dans les limites de la Base.
	.2	La démolition ou le déplacement de matériaux amiantés appliqués par projection ou à la truelle peut être dangereux pour la santé. Les personnes qui trouvent des matériaux semblant contenir de l'amiante appliquée à la truelle ou pulvérisée dans le cadre de l'exécution des travaux doivent cesser les travaux et en aviser immédiatement l'ingénieur. Les travaux doivent être interrompus jusqu'à la réception des instructions écrites de l'ingénieur.
<u>1.3 FIXATEUR A CARTOUCHES</u>	.1	Les dispositifs actionnés par charge explosive ne seront pas utilisés.
<u>1.4 TRAVAIL A CHAUD</u>	.1	Tout travail à chaud nécessite l'approbation de l'ingénieur et l'autorisation écrite du chef des pompiers de la Formation(permis de travail à chaud). Le permis de travail à chaud et les exigences de piquet d'incendie seront fournies par la caserne de pompiers de l'arsenal maritime au numéro 427-3500.
	.2	L'installation de ventilation située dans l'aire des travaux à chaud doit être isolée afin d'éviter que des vapeurs ou de la fumée s'en dégagent et afin de réduire toute possible propagation du feu à d'autres parties du bâtiment.
	.3	L'entrepreneur doit embaucher un employé ayant suivi une formation dans l'utilisation d'un extincteur qui agira comme piquet d'incendie pendant un travail à chaud et pendant une période d'au moins trente(30) minutes suivant la fin de l'activité.
<u>1.5 ESPACES CLOS</u>	.1	Les travaux dans des espaces clos seront exécutés conformément aux dispositions de la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
	.2	L'entrepreneur doit fournir et entretenir tout équipement dont une personne a besoin pour entrer dans un espace clos et(ou) pour exécuter un travail de manière sécuritaire, conformément à la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.

1.5 ESPACES CLOS
(Suite)

- .3 L'entrepreneur doit donner de la formation, conformément aux exigences de la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .1 L'employeur et(ou) ses employés doivent fournir une preuve de la formation suivie ainsi que de leur qualification, à la demande de l'ingénieur.
- .4 L'entrepreneur doit fournir à l'ingénieur une copie du «permis d'entrée» pour chaque entrée dans un espace clos afin de se conformer à la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .5 L'entrepreneur doit faire évaluer les risques associés à l'entrée dans un espace clos.
- .1 L'entrepreneur doit remettre une copie de l'évaluation des risques à l'ingénieur.

1.6 PROTECTION
CONTRE LES CHUTES

- .1 Tous les travaux effectués à une hauteur qui dépasse les restrictions relatives à la hauteur imposées par la loi, à partir d'une structure non munie d'un dispositif de protection et(ou) d'un échafaudage, seront exécutés conformément aux dispositions du paragraphe 12.10 de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .2 Les composantes de tout dispositif de protection contre les chutes doivent être conformes aux normes précisées dans le paragraphe 12.10(2) de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.
- .3 L'entrepreneur doit veiller à ce que le matériel de protection contre les chutes soit entretenu, inspecté et vérifié par un technicien qualifié, tel que l'exige le paragraphe 12.3 de la partie XII du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail.

1.7 ÉCLAIR D'ARC
ÉLECTRIQUE

- .1 L'entrepreneur doit veiller à ce que tout l'équipement électrique, tels les standards téléphoniques, les panneaux de contrôle, les centres de commande de moteurs et les enveloppes des socles de compteur, porte une étiquette d'avertissement qui met en garde les utilisateurs contre le risque de choc électrique et d'éclair d'arc électrique. Toutes les installations électriques, nouvelles et modifiées, doivent porter cette étiquette.
- .2 Les informations concernant la «catégorie de danger d'éclair d'arc électrique(de 0 à 4)» et la «zone de sécurité contre les arcs électriques» définie dans la norme NFPA 70E(National Fire Protection Association des États-Unis) doivent également figurer sur l'étiquette d'avertissement. Toutes les spécifications de

1.7 ÉCLAIR D'ARC
ÉLECTRIQUE
(Suite)

- .2 (Suite)
projets doivent comprendre une étude de courts-circuits ainsi qu'une analyse des dangers d'éclair d'arc électrique.
- .3 En conformité avec le paragraphe 4.3.3.3 de la nouvelle norme CSA Z462-08, les entrepreneurs-électriciens doivent maintenant effectuer une analyse des dangers de choc et d'éclair d'arc électriques afin de déterminer l'équipement de protection individuel(EPI) adéquat à porter. Les entrepreneurs-électriciens doivent maintenant porter un équipement de protection individuel contre les éclairs d'arc électrique lorsqu'ils effectuent une recherche de panne et des tests de diagnostic qui ne peuvent être exécutés si le conducteur ou le circuit électrique n'est pas mis sous tension. L'entrepreneur doit veiller à ce que toutes ses pratiques de travail assurent la protection de chaque employé contre les éclairs d'arc électrique et contre un contact direct de toute partie du corps avec des parties sous tension ou indirect par l'entremise d'un autre objet porteur de courant.

1.8 SÉCURITÉ

- .1 L'entrepreneur fournira une copie de la politique et du programme de santé et de sécurité au travail internes, lesquels seront conformes aux lois sur la santé et la sécurité au travail de la province. L'ingénieur donnera des instructions à l'entrepreneur lorsque des normes fédérales s'appliquent.
- .2 L'entrepreneur effectuera des évaluations des risques associés au chantier afin de mettre en place des procédures concernant les pratiques de travail sécuritaires propres au chantier qui assurent la sécurité et le bien-être de ses employés. Des copies de ces procédures seront mises à la disposition du ministère de la Défense nationale, sur demande.
- .3 Toutes les copies des évaluations officielles des risques effectuées par l'entrepreneur pendant toute la durée des travaux seront conservées et mises immédiatement à la disposition de l'ingénieur, sur demande.
- .4 Il incombe à l'entrepreneur de bien connaître l'ensemble des lois, des règlements, des codes et des exigences contractuelles en matière de sécurité qui s'appliquent. Ces lois, règlements, codes et exigences contractuelles en matière de sécurité applicables doivent être indiqués et abordés dans le plan de sécurité, et toutes les instructions permanentes d'opération(IPO), les pratiques de travail sécuritaires qui intègrent des mesures de contrôle claires et particulières, les règles, les procédures et les pratiques qui s'appliquent deviendront obligatoires.
- .5 Le plan de sécurité sera affiché dans un endroit familier du chantier situé à la vue de tous les travailleurs et de toutes les personnes qui y accèdent. L'entrepreneur s'assurera que tous les employés, y compris les employés des sous-traitants, sont informés de ce plan de sécurité et de l'endroit où il est affiché.

1.8 SÉCURITÉ
(Suite)

- .6 L'entrepreneur s'assurera que tous les travailleurs et toutes les personnes autorisées qui accèdent au chantier sont informés du plan de sécurité affiché et qu'ils se conforment à ce plan, aux règles et procédures de sécurité ainsi qu'aux pratiques de travail sécuritaires et observent les lois, les règlements et les codes qui s'appliquent. Les personnes qui ne les respectent pas ne seront pas autorisées à entrer dans le site.
- .7 L'entrepreneur s'assurera que l'ensemble de l'équipement de protection individuel(EPI) nécessaire est utilisé.
 - .1 Tous les employés sont tenus de porter un casque de protection conforme à la norme CSA Z94.1-05.
 - .2 Tous les employés sont tenus de porter des chaussures de sécurité conformes à la norme CSA Z195-09.
 - .3 Tous les employés sont tenus de porter un dispositif de protection des yeux et du visage conforme à la norme CSA Z94.3.1-09.
 - .4 Lorsque et quand le niveau sonore est plus de 85 décibels, tous les employés sont tenus de porter un dispositif de protection de l'ouïe conforme à la norme CAN/CSA Z94.2-02(R2007).
 - .5 Lorsqu'ils peuvent être exposés à des fumées toxiques ou à des émanations délétères, à un déficit en oxygène ou à des concentrations élevées de poussières qui présentent un danger pour la vie, la sécurité ou la santé, tous les employés sont tenus de porter un appareil respiratoire conforme à la norme CSA Z94.4-02(R2007).
- .8 L'ingénieur prendra les dispositions nécessaires pour que l'entrepreneur soit informé des mesures de sécurité relatives au site dans les quatorze(14) jours suivant l'attribution de l'arrangement en matière d'approvisionnement.

1.9 PANNEAUX ET
AVIS SUR LES LIEUX

- .1 Panneaux et avis de sécurité et instructions:
 - .1 Les panneaux et les avis de sécurité ainsi que les instructions seront rédigés dans les deux langues officielles. Les symboles graphiques utilisés seront conformes à la norme CAN/CSA Z321-96(R2006).

PARTIE - 2 PRODUITS

Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- | | | |
|--|----|---|
| <u>1.1 SIGNALEMENT
D'UNE URGENCE</u> | .1 | Le numéro de téléphone à composer pour signaler une urgence est le 9-1-1. |
| <u>1.2 APPLICATION DES
MESURES DE SÉCURITÉ
AU CAS D'INCENDIE</u> | .1 | La prescription et l'application des mesures de sécurité au cas d'incendie qui sont obligatoires dans les limites de la Base relèvent du chef des pompiers de la Formation. |
| | .2 | L'ingénieur veillera à ce que le personnel de l'entrepreneur observe toutes les exigences relatives à la présente section sur le devis, à la dernière édition du Code national du bâtiment du Canada(CNBC) et du Code national de prévention des incendies du Canada(CNPIC), y compris toutes modifications ultérieures publiées par le Conseil national de recherches du Canada. |
| | .3 | L'ingénieur se réserve le droit d'exiger le renvoi du site des personnes considérées comme négligentes ou agissant en contravention des exigences en matière de sécurité-incendie. |
| <u>1.3 SÉANCE
D'INFORMATION EN
SÉCURITÉ-INCENDIE</u> | .1 | Avant de commencer les travaux visés par le présent arrangement en matière d'approvisionnement, l'ingénieur organisera une réunion de toutes les parties concernées afin d'examiner et de clarifier les mesures de sécurité au cas d'incendie, et, au besoin, une séance d'information avec le chef des pompiers de la Formation. |
| | .2 | L'ingénieur fournira des directives sur le signalement d'un incendie, notamment le numéro d'urgence à composer et l'emplacement des avertisseurs d'incendie qui se trouvent dans l'aire des travaux ou à proximité de celle-ci. |
| <u>1.4 PIQUET
D'INCENDIE</u> | .1 | Pour tous les travaux à chaud, l'entrepreneur doit assurer le service de guetteurs d'incendie, selon l'importance et le calendrier prévus par le poste des pompiers de l'arsenal maritime lors de la délivrance du permis de travail à chaud. |
| <u>1.5 EXTINCTEURS</u> | .1 | Fournir les extincteurs nécessaires à la protection, en cas d'urgence, des travaux en cours et des installations de l'entrepreneur sur le chantier; les extincteurs fournis doivent avoir les caractéristiques exigées par le chef du service des incendies. |

1.6 MESURES DE
SÉCURITÉ RELATIVES
A LA FUMÉE

- .1 En conformité avec les présentes exigences en matière de sécurité-incendie se rapportant à l'aire des travaux et au site, l'ingénieur et le chef des pompiers de la Formation désigneront les endroits présentant un risque d'incendie ainsi que les endroits non réglementés où il peut être permis de fumer.
- .2 Il est interdit de fumer dans tous les bâtiments.
- .3 Dans toutes les autres zones, faire preuve de prudence et suivre les directives écrites ou verbales de l'ingénieur relatives à l'utilisation d'articles de fumeur.

1.7 SIGNALEMENT DES
INCIDENTS D'INCENDIE

- .1 Signaler immédiatement tous les incidents d'incendie de la manière suivante:
 - .1 actionner le dispositif d'alarme le plus proche;
 - .2 composer le 9-1-1 ou le numéro de téléphone indiqué au cours de la séance d'information;
 - .3 téléphoner à l'ingénieur.
- .2 Les personnes qui actionnent le dispositif d'alarme doivent demeurer sur place afin d'indiquer au service d'incendie le chemin vers les lieux du sinistre.
- .3 Lorsqu'un incendie est signalé par téléphone, donner l'emplacement de l'incendie, le nom et le numéro de l'édifice et être prêt à indiquer le chemin vers les lieux du sinistre au service d'incendie.

1.8 SYSTEMES
D'ALARME DE
PROTECTION INCENDIE,
INTÉRIEURS ET
EXTÉRIEURS

- .1 Informer au moins 48 heures à l'avance le chef des pompiers de la Formation de tout travail prévu pouvant nécessiter que les systèmes d'alarme incendie et(ou) de protection soient:
 - .1 être obstrués de quelque manière que ce soit;
 - .2 être fermés ou arrêtés;
 - .3 désactivés à la fin d'une journée ou d'une période de travail.
- .2 Ne pas entreprendre ce travail tant que l'ingénieur n'a pas confirmé qu'il a reçu l'approbation et les directives du chef des pompiers de la Formation.
- .3 Les prises d'eau d'incendie, les réservoirs au sol et les tuyaux souples ne doivent être utilisés qu'aux fins de lutte contre l'incendie, à moins d'une autorisation de l'ingénieur et du chef des pompiers de la Formation.

1.9 BLOCAGE DE
L'ACCES AUX ENGIN
D'INCENDIE

- .1 Obtenir l'approbation de l'ingénieur et du chef des pompiers de la Formation vingt-quatre(24) heures avant d'entreprendre des travaux où tout moyens utilisés bloqueraient l'accès aux engins d'incendie. Aviser immédiatement l'ingénieur du non-respect des dégagements horizontaux et verticaux minimaux, à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments, conformément aux instructions du chef des pompiers de la Formation.

1.10 DÉCHETS ET
MATÉRIAUX DE REBUT

- .1 Entreposage:
- .1 lorsque l'entreposage de déchets d'hydrocarbures dans les zones de travail est nécessaire, faire preuve d'une extrême prudence afin d'assurer une sécurité et une propreté maximales;
- .2 les chiffons ou les matériaux graisseux ou huileux susceptibles de s'enflammer spontanément doivent être déposés et conservés dans un récipient approuvé par le chef des pompiers de la Formation et enlevés conformément aux directives de l'ingénieur.
- .2 Il est interdit de brûler des matériaux de rebut.
- .3 Enlèvement des déchets et des matériaux de rebut:
- .1 Débarrasser le chantier de tout matériau de rebut à la fin de chaque journée ou de chaque période de travail, ou selon les directives de l'ingénieur.

1.11 LIQUIDES
INFLAMMABLES

- .1 La manipulation, l'entreposage et l'utilisation de liquides inflammables sont régis par les exigences formulées par le chef des pompiers de la Formation et doivent respecter celles-ci, conformément au plan de sécurité en cas d'incendie approuvé.
- .2 La quantité de liquides inflammables entreposés dans un local ne doit pas excéder trente(30) litres, pourvu que ceux-ci soient entreposés dans des endroits et des contenants approuvés par le chef des pompiers de la Formation.
- .3 L'ingénieur se réserve le droit d'exiger l'enlèvement du site de tout conteneur d'entreposage qui n'est pas jugé acceptable par le chef des pompiers de la Formation.
- .4 L'ingénieur n'autorisera l'entreposage dans un local de quantités de liquides inflammables excédant trente(30) litres, aux fins d'exécution de travaux sur place, que s'il en reçoit l'autorisation écrite du chef des pompiers de la Formation.
- .5 Le transport de liquides inflammables à l'intérieur des bâtiments est interdit.

1.11 LIQUIDES
INFLAMMABLES
(Suite)

- .6 Le transport de liquides inflammables ne sera pas effectué à proximité de flammes nues ou de tout type d'appareils producteurs de chaleur.
- .7 Les liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à vingt-deux(22) degrés Celsius, comme le pétrole ou l'essence, ne seront pas utilisés comme solvants ou agents nettoyants.
- .8 Les résidus liquides inflammables destinés à l'enlèvement seront entreposés dans des contenants approuvés situés dans un local ventilé sécuritaire. Les quantités de résidus liquides inflammables n'excéderont pas trente(30) litres. Il est interdit de déverser ou de brûler des liquides inflammables sur le site.

1.12 MATIERES
DANGEREUSES

- .1 Prendre les précautions particulières nécessaires pour protéger la vie et la propriété des dommages causés par le feu ou les explosifs.
- .2 Exécuter tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques ou d'explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada et aux mesures prévues par le chef des pompiers de la Formation.

1.13 TRAVAIL A
CHAUD DANGEREUX

- .1 L'entrepreneur doit obtenir un permis de travail à chaud du chef des pompiers de la Formation au poste de pompiers de l'arsenal maritime au numéro 427-3500 avant de commencer un «travail à chaud» requérant l'emploi d'une flamme nue, un brûlage, du soudage ou chauffage.

PARTIE 2 - PRODUITS

Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

LES ENTREPRENEURS VEILLERONT A CE QUE LEUR PERSONNEL CONNAISSE BIEN CES REGLEMENTS ET CES EXIGENCES.

1.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- .1 Les règlements relatifs à la sécurité, à la sûreté et aux incendies du Dépôt de munitions des Forces canadiennes Bedford(DMFC) promulgués par le commandant de la Base, BFC Halifax, et administrés par le surintendant du DMFC Bedford, Nouvelle-Écosse, sont résumés dans les pages suivantes.
- .2 Le personnel de l'entrepreneur doit obéir à tous les règlements pendant qu'il travaille à l'intérieur des limites du DMFC Bedford.

1.2 RÉUNION DE SÉCURITÉ ET DE SÛRETÉ PRÉALABLE AUX TRAVAUX

- .1 Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur doit rencontrer les officiers des règlements relatifs à la sécurité, à la sûreté et à la sécurité incendie du site. Conformément aux directives de l'ingénieur et des officiers des règlements du site, l'entrepreneur s'assurera que tous ses employés reçoivent des instructions détaillées en matière de sécurité, de sûreté et de précautions à prendre contre l'incendie propres à un dépôt de munitions et qu'ils respectent les règlements en tout temps.

1.3 LAISSEZ-PASSER DE SÉCURITÉ

- .1 Les entrepreneurs doivent se présenter au sous-officier responsable des commissionnaires à l'édifice 153; ils doivent donner le nom de tous leurs employés ainsi qu'une description de tous leurs véhicules afin d'obtenir les laissez-passer temporaires nécessaires avant de procéder aux travaux dans les limites du dépôt

1.4 CONDITIONS D'ACCES

- .1 Tous les visiteurs se verront délivrer un laissez-passer quotidien et devront signer un accusé de réception indiquant qu'ils sont au courant des conditions d'accès suivantes et consentent à celles-ci.
- .2 La personne à qui ce laissez-passer est délivré accepte de le remettre à l'agent de sûreté posté à la guérite à la fin de l'arrangement en matière d'approvisionnement ou de l'emploi au DMFC Bedford.
- .3 Tous les véhicules qui pénètrent dans le DMFC Bedford et en sortent peuvent être soumis à une fouille afin de s'assurer qu'aucun article interdit n'y est introduit ou qu'aucun produit de contrebande n'en est retiré.

1.5 SERVICES
D'INCENDIE DU DMFC
BEDFORD

- .1 Le Service des incendies du MDN assure la lutte contre les incendie au DMFC Bedford du lundi au vendredi, de 7h30 à 16h. Les travaux visés par l'arrangement en matière d'approvisionnement doivent être terminés à 15h30 tous les jours. En dehors de ces heures, l'intervention en cas d'incendie est assurée par la Municipalité régionale d'Halifax(MRH). L'entrepreneur communiquera avec le chef de peloton de l'Arsenal, au numéro de téléphone 427-0550, poste 3500, avant d'exécuter des travaux pendant les heures de fermeture.

1.6 FOUILLES

- .1 Le Corps canadien des commissionnaires peut en tout temps effectuer une fouille personnelle des personnes qui se trouvent à l'intérieur du dépôt de munitions. Les véhicules qui pénètrent dans le dépôt et en sortent peuvent être soumis à une fouille afin d'assurer qu'aucun produit de contrebande n'est introduit dans la zone des explosifs et qu'aucun bien n'en est retiré sans autorisation.

1.7 ALARMES

- .1 ALARMES DU DÉPOT: Une sirène d'alarme retentit uniquement en cas d'urgence comme un incendie, une explosion, un orage ou une évacuation. Une sirène retentit également pour indiquer une «fin d'alerte».
- .2 ALARME D'INCENDIE: Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores d'intensité «ÉLEVÉE à FAIBLE» pour indiquer qu'il y a une urgence dans la zone des explosifs. Les entrepreneurs doivent alors cesser leurs activités et se rendre, dans leurs propres véhicules, jusqu'à la sortie la plus proche, à l'écart de la zone des explosifs. Lorsqu'aucun véhicule n'est disponible, ils doivent se rendre jusqu'au lieu de rassemblement le plus proche, soit l'édifice 169 ou 143.
- .3 ORAGE: Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores pour lancer un avertissement d'orage. Les entrepreneurs doivent alors cesser leurs activités et se rendre, dans leurs propres véhicules, jusqu'à la sortie la plus proche, à l'écart de la zone des explosifs. Lorsqu'aucun véhicule n'est disponible, ils doivent se rendre jusqu'au lieu de rassemblement le plus proche, soit l'édifice 169 ou 143.
- .4 ÉVACUATION: Le système d'alarme incendie du dépôt émet une série de signaux sonores lents pour indiquer que le surintendant a donné l'ordre d'évacuer la zone des explosifs. Cette évacuation pourrait s'étendre à la zone sans explosifs et à tout autre endroit, selon les ordres du surintendant.
- .5 FIN D'ALERTE: Le système d'alarme incendie du dépôt émet une sonnerie continue pour indiquer la fin de l'état d'alerte.

1.8 SIGNALEMENT
D'UN INCENDIE

- .1 Qu'ils aient été éteints ou non, tous les incendies doivent être signalés immédiatement au Service d'incendie de la Base.
- .2 Tous les entrepreneurs et les employés doivent bien connaître l'emplacement des avertisseurs d'incendie ou des téléphones les plus proches.
- .3 Les incendies peuvent être signalés en déclenchant l'avertisseur d'incendie public le plus proche ou en composant le 9-1-1. Les personnes qui signalent un incendie doivent demeurer près de l'avertisseur d'incendie ou du téléphone jusqu'à l'arrivée du service d'incendie et être prêtes à indiquer le chemin vers les lieux du sinistre au service d'incendie.

1.9 ARTICLES
INTERDITS

- .1 L'introduction des articles suivants dans la zone des explosifs est interdite et(ou) contrôlée. Le surintendant peut autoriser l'introduction des articles suivants:
 - .1 les allumettes ou tout autre équipement producteur de flammes(y compris les allume-cigarettes);
 - .2 les pipes, les produits du tabac, les appareils ou les articles de fumeur quels qu'ils soient;
 - .3 les explosifs ou les produits chimiques;
 - .4 les lumières, les lampes, les appareils ou les outils électriques qui ne sont pas à l'épreuve des explosions;
 - .5 les appareils photographiques;
 - .6 la nourriture et les boissons;
 - .7 le matériel de transmission(comme les récepteurs portatifs, les téléphones cellulaires, les démarreurs à distance, les ouvre-portes de garage, etc.).
- .2 L'introduction, la possession ou la consommation de boissons alcoolisées, de narcotiques ou de toute substance intoxicante dans les limites du dépôt de munitions est interdite.
- .3 Tout matériel de ce type découvert dans le cadre d'une fouille sera saisi par les agents de sécurité du site et détenu à la guérite.

1.10 REGLEMENT
RELATIF A LA
SÉCURITÉ ET AUX
INCENDIES

- .1 FUMÉE: Il est formellement interdit de fumer dans les zones des explosifs.
- .2 BATIMENTS: Il est interdit de fumer dans tous les bâtiments.
- .3 MESURES DE SÉCURITÉ RELATIVES A L'ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE: Toute personne qui utilise ou entretient de l'équipement électrique et électronique requérant une tension supérieure à 50V doit informer les officiers de sécurité et de sécurité-incendie du chantier de toutes les règles de sécurité énoncées dans les manuels de fonctionnement et d'instruction de cet équipement.
- .4 SUBSTANCES INFLAMMABLES, EXPLOSIFS OU PRODUITS CHIMIQUES: Au besoin, l'introduction de substances inflammables, d'explosifs ou de produits chimiques dans la zone des explosifs peut être autorisée, pourvu que l'officier de sécurité du dépôt et le service d'incendie du dépôt en aient été informés et que le surintendant ait donné son autorisation. Lorsque leur introduction a été autorisée, ces articles peuvent être transportés par les entrepreneurs, pourvu que le service d'incendie du dépôt ait été informé du corridor de transport et que des extincteurs d'incendie adéquats soient disponibles.
- .5 FLAMME NUE OU SOUDAGE: Tous les travaux requérant le coupage, le soudage ou l'utilisation d'appareils à flamme nue à l'intérieur de bâtiments contenant des explosifs ou près de ceux-ci doivent avoir été préalablement approuvés. L'officier de la sécurité-incendie inspectera la zone des travaux afin de s'assurer qu'elle dispose d'extincteurs d'incendie et de dispositifs de premiers soins adéquats et que des guetteurs d'incendie y sont postés.
- .6 CONTENANTS DE DISTRIBUTION DE CARBURANT: Les entrepreneurs doivent s'assurer que tous leurs contenants de distribution de carburant satisfont aux normes suivantes ou les dépassent:
 - .1 bidons de sécurité de type II, étanches et en tôle plombée, homologués par les Laboratoires des assureurs(UL) et approuvés par la Mutuelle des manufacturiers;
 - .2 bidons munis d'un bouchon à ressort qui s'ouvre pour laisser s'échapper la vapeur et se referme automatiquement lorsque la pression interne est relâchée;
 - .3 bidons munis d'un pistolet de distribution en métal flexible ou rigide qui empêche la production d'étincelles statiques;
 - .4 norme de réception: contenants Protectoseal, modèles nos 247, 249, 8410 et 8420;
 - .5 autres produits acceptables: contenants Safe-T-Way;

1.10 REGLEMENT
RELATIF A LA
SÉCURITÉ ET AUX
INCENDIES
(Suite)

.6

(Suite)

- .6 tout autre modèle de contenant doit être approuvé par le chef des pompiers de la Base;
- .7 toute infraction à l'un des règlements précités entraînera l'annulation immédiate du laissez-passer de sécurité du contrevenant et son expulsion immédiate du site.

1.11 REGLEMENT SUR .1
LA CIRCULATION

VÉHICULES: Tous les opérateurs doivent obéir rigoureusement aux règles suivantes lorsqu'ils circulent dans le dépôt de munitions.

- .1 Les conducteurs éviteront de laisser tourner au ralenti le moteur de leur véhicule ou de laisser sans surveillance les véhicules garés entre les bâtiments ou les traverses.
 - .2 Les conducteurs éviteront de conduire un véhicule dans le sens inverse de celui indiqué sur les panneaux annonçant une voie «à sens unique».
 - .3 Il est interdit en tout temps de conduire un véhicule à une vitesse supérieure à 25 kilomètres à l'heure à l'intérieur de la zone du dépôt.
 - .4 Il est interdit en tout temps de conduire un véhicule à une vitesse supérieure à 8 kilomètres à l'heure entre les murs pare-souffle et les bâtiments à l'intérieur de la zone du dépôt.
 - .5 Aucun véhicule ne sera laissé sans surveillance à moins de 10 mètres d'une prise d'eau d'incendie ou à moins de 30 mètres d'un bâtiment où sont entreposés des explosifs.
 - .6 Tous les véhicules seront munis d'un extincteur dont la taille et le type permet d'éteindre un incendie qui se déclarerait à bord de ceux-ci.
- .2 ROUTES D'ACCES: Les routes et les bâtiments qui se trouvent à l'intérieur du DMFC Bedford doivent être accessibles en tout temps en cas d'incendie ou d'urgence. Les entrepreneurs qui ont besoin d'obstruer les routes d'accès dans le cadre de l'exécution des travaux s'assureront qu'une voie de chaque route est praticable en tout temps. Les véhicules qui ne sont pas nécessaires au transport du personnel jusqu'à la sortie la plus proche seront garés sur le bord de la route, à l'écart du bâtiment le plus proche.
- .3 RAVITAILLEMENT EN CARBURANT: Il est interdit de ravitailler en carburant les véhicules qui se trouvent à l'intérieur des zones des explosifs. Le remplissage de carburant du matériel léger (tondeuses à gazon, scies à chaîne, etc.) ne peut être fait qu'aux endroits désignés par l'officier de sécurité et par l'officier

1.11 REGLEMENT SUR .3
LA CIRCULATION
(Suite)

RAVITAILLEMENT EN CARBURANT:(Suite)
de la sécurité-incendie. Les pratiques en matière de sécurité se rapportant au ravitaillement du matériel chaud doivent toutes être respectées. Des extincteurs d'incendie adéquats correspondant aux types recommandés par l'officier de la sécurité-incendie doivent être fournis. Seuls les contenants distributeurs de sécurité approuvés et précisés à l'alinéa 1.10.6 seront autorisés dans les limites du dépôt de munitions.

- .4 Toute infraction à l'un des règlements précités entraînera l'annulation immédiate du laissez-passer du véhicule et l'expulsion immédiate du contrevenant du site.

PARTIE 2 - PRODUITS

Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 AUTORISATION D'ACCES AUX EMBLEMES

- .1 Les employés des entrepreneurs doivent chaque matin se présenter au poste de garde principal, signer le registre et obtenir un insigne d'identité qu'ils doivent porter sur eux en tout temps. Lorsqu'ils quittent le complexe à la fin de la journée ou à la pause déjeuner, les employés des entrepreneurs doivent se présenter au poste de garde principal, remettre l'insigne et signer le registre.

1.2 STATIONNEMENT

- .1 Les véhicules des entrepreneurs seront autorisés à circuler dans le périmètre intérieur, pourvu qu'ils circulent pendant de courtes périodes de temps pour charger ou décharger du matériel et du ravitaillement et qu'ils soient ensuite déplacés dans le parc de stationnement supérieur adjacent à la route Windmill ou dans la rue. Le superviseur sur place de la société contractante est autorisé à garer son véhicule pendant de courtes périodes de temps à l'une des places de stationnement réservées aux visiteurs ou, si ces places sont occupées, à garer celui-ci dans le périmètre intérieur lorsqu'il effectue ses visites régulières de progression de l'ouvrage. Il est important de signaler que les véhicules des entrepreneurs qui entrent dans le périmètre intérieur peuvent être soumis, au moment de leur départ, à une fouille qui sera effectuée par le commissionnaire de service. En cas d'abus, RDDC Atlantique se réserve le droit de limiter le droit de stationnement susmentionné.

PARTIE 2 - PRODUITS

Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 DÉFINITIONS .1 POLLUTION ET DOMMAGES A L'ENVIRONNEMENT: Présence d'éléments ou d'agents chimiques, physiques ou biologiques qui ont un effet nuisible sur la santé et le bien-être des personnes, qui altèrent les équilibres écologiques importants pour les humains et qui constituent une atteinte aux espèces jouant un rôle important pour ces derniers ou qui dégradent les caractères esthétique, culturel ou historique de l'environnement.
- .2 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT: Prévention/maîtrise de la pollution et de la perturbation de l'habitat et de l'environnement durant la construction. La prévention de la pollution et des dommages à l'environnement couvre la protection des sols, de l'eau, de l'air, des ressources biologiques et culturelles; elle comprend également la gestion de l'esthétique visuelle, du bruit, des déchets solides, chimiques, gazeux et liquides, de l'énergie rayonnante, des matières radioactives et des autres polluants.
- 1.2 ENVIRONNEMENT .1 Tous les travaux doivent être effectués en conformité avec la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et les lois et règlements environnementaux provinciaux.
- 1.3 ÉLIMINATION DES DÉCHETS .1 Il est interdit d'enfouir des ordures et des déchets sur les lieux, à moins d'y avoir été autorisé par l'ingénieur.
- .2 Éviter d'éliminer des déchets ou des matières volatiles, comme des essences minérales, du pétrole ou du diluant pour peintures, dans les voies navigables, les égouts pluviaux ou les égouts séparatifs.
- 1.4 DRAINAGE .1 Prévoir le drainage et le pompage temporaires nécessaires pour garder les excavations et le chantier à sec.
- .2 S'assurer que l'eau pompée vers un cours d'eau, un réseau d'égout ou un système d'évacuation ou de drainage ne contient pas de matières en suspension.
- .3 Assurer l'évacuation ou l'élimination des eaux contenant des matières en suspension ou des substances nocives conformément aux exigences des autorités locales.

1.5 DÉFRICHEMENT DU
CHANTIER ET
PROTECTION DES
PLANTE

Assurer la protection des arbres et des plantes sur le chantier et sur les propriétés adjacentes, selon les indications.

- .2 Envelopper de toile de jute les arbres et les arbustes adjacents au chantier de construction, aux aires d'entreposage et aux voies de camionnage. Entourer les arbres et les arbustes d'une cage protectrice en bois d'une hauteur d'au moins 2m à partir du niveau du sol.
- .3 Durant les travaux d'excavation et de terrassement, protéger jusqu'à la ligne d'égouttement les racines des arbres désignés, afin qu'elles ne soient pas déplacées ni endommagées. Éviter de circuler et de décharger ou d'entreposer des matériaux inutilement au-dessus de la zone radiculaire des arbres protégés.
- .4 Réduire au minimum l'enlèvement de la terre végétale et de la végétation.
- .5 N'enlever des arbres que dans les zones désignées par l'ingénieur.

1.6 PRÉVENTION DE
LA POLLUTION

- .1 Entretenir les installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution, et mises en place en vertu du présent arrangement en matière d'approvisionnement.
- .2 Assurer le contrôle des émissions produites par l'équipement et l'outillage, conformément aux exigences des autorités locales.
- .3 Éviter que les abrasifs provenant du sablage au jet et d'autres matières étrangères ne contaminent l'air extérieur à la surface des travaux en installant des abris temporaires.
- .4 Arroser les matériaux secs et recouvrir les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris. Supprimer la poussière sur les chemins temporaires.

1.7 FEUX

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sur le chantier sont interdits.

PARTIE 2 - PRODUITS

Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet.

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 COMPAGNON ÉLECTRICIEN

.1 Le compagnon électricien doit:

- .1 Exécuter et aider à exécuter divers types de travaux d'entretien électrique et de travaux de construction mineurs, quand ils seront exigés par le MDN. Les types de travaux d'entretien sont définis dans la Section 01 11 00 EXIGENCES GÉNÉRALES.
- .2 Déplacer, installer ou réparer l'équipement électrique y compris, sans toutefois s'y limiter, les dispositifs d'éclairage, les prises, les relais électriques, les colonnettes de service PAC, le filage, les panneaux, les disjoncteurs, le matériel portatif ou satisfaire toute autre exigence en matière électrique que formulera l'ingénieur, comme la mise à l'essai, l'étalonnage, la programmation ou la mesure de l'électricité.
- .3 Aviser l'ingénieur de tout déséquilibre de voltage entre phases(tension ou courant) produit par de l'équipement nouveau ou supplémentaire dans un système nouveau ou existant. Faire les réglages nécessaires et consigner les résultats.
- .4 Présenter tous les certificats et permis, à la demande de l'ingénieur.
- .5 Informer l'ingénieur sur place de toute nouvelle procédure d'exploitation au moment de l'installation d'un nouvel équipement ou de la modification d'un équipement existant.
- .6 Aviser immédiatement l'ingénieur de toute situation ou condition non sécuritaire relative au chantier.
- .7 Le cas échéant, chaque compagnon électricien peut avoir un apprenti en deuxième année de son programme d'apprentissage inscrit auprès du Ministère du Travail de la Nouvelle-Écosse.

PARTIE 2 - PRODUITS

- 2.1 MATÉRIAUX/MATÉRIELS .1 Les matériaux et le matériel doivent être neufs, certifiés par la CSA et fabriqués selon les normes citées en référence, le cas échéant.
- 2.2 CONDUITS .1 Les conduits flexibles métalliques doivent être conformes à la norme CSA C22.2 no. 18.3-04.
- .2 Tube électrique métallique conforme à la norme CSA C22.2 no. 83-M1985(R2008).
- 2.3 ATTACHES DE CONDUIT .1 Attaches pour canalisations conformes à la norme CSA C22.2 no 18.4-04.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

- 3.1 LIGNES DIRECTRICES RELATIVES A L'INSTALLATION .1 Sauf indication contraire, réaliser l'ensemble de l'installation conformément à la norme CSA C22.1.
- .2 Taille minimale des conducteurs pour circuits de dérivation: conducteur RW90 X-Link en cuivre de calibre 12.
- .3 Installation de tubes électriques métalliques et de conducteurs RW90 pour le câblage des circuits de dérivation.
- .4 Tous les tubes électriques métalliques doivent être munis de brides et de connecteurs à vis de réglage en acier(non moulé).
- .5 Il est possible d'utiliser des câbles flexibles blindés à conducteur en cuivre AC-90 X-Link et protection contre les courts-circuits pour le raccordement des appareils d'éclairage, pour les cloisons démontables et pour les situations où, de l'avis de l'ingénieur, il n'est pas possible d'utiliser un conduit.
- .6 Les conduits flexibles et les conducteurs RW90 de calibre 12 doivent être installés pour raccorder les appareils aux boîtes de jonction.
- .7 Tous les nouveaux circuits doivent être chromocodés et numérotés au disjoncteur, à la boîte de connexion et aux dispositifs de câblage. Inscire le numéro de panneau électrique et de circuit sur chaque conducteur.

3.1 LIGNES
DIRECTRICES
RELATIVES A
L'INSTALLATION
(Suite)

- .8 Il est interdit d'effectuer des raccords dans les panneaux électriques(de distribution, d'alimentation et d'éclairage).
- .9 Les tableaux répertoires des panneaux électriques doivent être mis à jour à chaque nouveau circuit installé, à chaque modification et à chaque installation.
- .10 Le type et l'emplacement des prises électriques doivent être coordonnés aux prises existantes ou être équivalents.
- .11 Les interrupteurs doivent être à face en nylon et de qualité normalisée:
 - .1 Type:
 - .1 Hubbell 1201 - 15 ampères ou l'équivalent;
 - .2 Hubbell 1221 - 20 ampères ou l'équivalent.
- .12 Lors du remplacement ou de l'installation d'appareils d'éclairage fluorescent, les appareils choisis doivent être munis de ballasts et de tubes écoénergétiques comme définis ci-dessous(ou équivalent):
 - .1 Type:
 - .1 Monté en surface - CFI, série Director-2, avec lentille Holophane ou un produit équivalent.
 - .2 Encastré - CFI, lentille Prismalyte ou un produit équivalent.
 - .3 Ballast électronique - Advance Rapid Start ou EBT Instant Start, ou un produit équivalent.
 - .4 Type de lampe - 32 watts, 3500 K, T-8, G.E. ou un produit équivalent.

3.2 INSTALLATION

- .1 Les chemins de conduit métallique flexible ne doivent pas dépasser 1,5m.
- .2 Installer un fil de mise à la terre distinct dans les tubes électriques métalliques.
- .3 Les cosses, les bornes et les vis des terminaisons du câblage doivent convenir aux conducteurs en cuivre.
- .4 Le calibre minimal des câbles est de 12 AWG pour les conducteurs en cuivre.